

La Vie Internationale

L'Armée Européenne

Après le vote du Plan Schuman qui sera prochainement ratifié par le parlement de Bonn, la mise en œuvre de l'armée européenne s'élabore. Les discussions qui viennent de se terminer à Paris laissent subsister bien des difficultés mais, sauf imprévu, la réunion qui se tiendra à Lisbonne le 2 février devra aboutir à un compromis.

La Réunion de Paris.

La discussion à Paris fut assez âpre. Adenauer, Schuman et De Gasperi étaient sensiblement d'accord bien que l'Allemagne n'ait pas accepté de supporter, dans l'établissement du budget commun, des charges égales aux nôtres. L'opposition venait de la Belgique et de la Hollande et dans la coulisse des Scandinaves. Londres qui ne pouvait pas intervenir directement se tenait derrière eux. Le poids de ces petits pays dont la tradition militaire n'est pas considérable pouvait-il faire pencher la balance? En apparence non. En réalité Londres comptait que leur réticence suffirait à faire hésiter la France, surtout le parlement français dont il faudra bien obtenir l'assentiment. Les Français, en effet craignent un tête-à-tête avec l'Allemagne et même la présence de l'Italie ne suffit pas à les rassurer.

L'histoire est là pour montrer que l'Italie change aisément de camp et qu'elle s'entend à marchander son appui. Les pays du Benelux ne voudraient pas s'engager sans la garantie et la participation même partielle de l'Angleterre. Ils ont de plus, une sorte de nostalgie de leur neutralité passée, bien qu'elle ne les ait pas protégés du désastre.

On touche à une attitude morale dont les conservateurs Belges, Hollandais et Luxembourgeois ne peuvent pas se déprendre. C'est ce qui a provoqué la démission du socialiste Spaak de la présidence de l'assemblée de Strasbourg. Il a voulu atteindre par ce geste son compatriote Van Zeeland.

Les Scandinaves, la Norvège et le Danemark liés à l'Angleterre par une coopération économique étroite ne peuvent se désolidariser d'elle diplomatiquement. Quant à la Suède elle tient encore, malgré sa position exposée à une neutralité qu'elle a pu conserver deux fois. La pensée des Français peut se formuler ainsi : tant que l'armée américaine est établie sur le continent l'équilibre au sein de l'armée européenne est assurée. Qu'advient-il quand elle sera partie, quand à la suite d'on ne sait quels événements la menace soviétique aura disparu et ce jour-là, proche ou lointain, ne peut manquer d'advenir.

L'Angleterre qui redoute cette puissante unité continentale tant politiquement qu'économiquement et aussi par tradition, pèse de tout son poids pour la briser. Il suffirait d'un changement de gouvernement dans l'un des trois pays : France, Allemagne ou Italie, pour rompre le lien fragile qui se noue. La maladie de Schumacher semble avoir diminué les risques que court Adenauer. Quant à Robert Schuman son sort dépend des vicissitudes parlementaires. Et comme il faudra bien attendre l'automne et sans doute l'élection présidentielle aux Etats-Unis pour que l'armée européenne entre dans la phase préparatoire, on voit que les jeux sont encore incertains.

Un changement dans la politique soviétique pourrait-il ~~changer~~ le cours des choses? Depuis un an et surtout depuis la réunion de l'O.N.U. à Paris, le crédit de la diplomatie russe a suffisamment baissé pour que son pouvoir de modifier les résolutions occidentales n'apparaisse pas bien sérieux. Quant au Commonwealth dont les Anglais font argument pour justifier leur observation, le Canada appuie les conceptions des Etats-Unis et le moins qu'on puisse dire des autres c'est qu'ils ne s'en soucient guère. Que demeure-t-il d'ailleurs du Commonwealth? Une tradition que seuls l'Australie et la Nouvelle-Zélande entretiennent à l'encontre de leurs intérêts matériels.

La question d'Egypte.

L'affaire d'Egypte, plus que jamais complexe, évolue cependant vers la solution qu'on pouvait prévoir dès l'abord. Il est probable qu'en nommant Afifi pacha et Amr pacha à la tête de son cabinet personnel le roi Farouk n'a pas fait un coup d'Etat contre Nahas. Dire qu'ils étaient d'accord est sans doute excessif mais qu'ils soient en lutte ouverte l'est au moins autant. De son côté, le ministre d'Irak envoyé par Nouzzi pacha s'emploie activement à la recherche d'un compromis.

Du côté égyptien — comme du côté anglais — il s'agit de sauver la face. Les Anglais quitteraient Suez pour y revenir dans un amalgame avec des forces mixtes ou américaines. Egyptiens et Arabes joueront un rôle plus ou moins symbolique. Quant au Soudan, ils accepteraient qu'il demeure nominativement rattaché à la couronne du Caire, s'ils peuvent lui garantir une indépendance de fait dont ils conserveraient la garde. Le tout est de trouver la formule convenable.

La Perse.

En Iran même histoire : Mossadegh n'a pas fait mauvais accueil aux délégués de la banque internationale qui vont lui proposer une exploitation collective des puits persans en échange d'un prêt

substantiel. L'Anglo-Iranian disparaîtrait pour se retrouver sous le couvert d'un organisme mixte où tous les grands intérêts pétroliers se partageraient les bénéfices, l'Iran recevant comme les autres pays arabes le 50 pour cent classique. Le silence complet des Russes dans l'affaire est curieux; la propagande intérieure soviétique est toute entière consacrée à effrayer le peuple par des histoires de complot américain d'espionnage et de coalitions qui le menacent d'une invasion «impérialiste et capitaliste». Reste à savoir ce qu'en pense le Moujik.

L'agriculture anglaise.

Pourquoi depuis cinq ans les Anglais ne mangent-ils pas à leur faim alors qu'ils sont deux fois plus riches que leurs voisins qui connaissent l'abondance? Les explications ne manquent pas et toutes sont en partie exactes. Nous tirons d'un intéressant article de «Tribune», l'organe de M. Bevan et de l'extrême gauche socialiste, des détails peu connus et qui éclairent un aspect du problème à travers ce système d'économie bâtarde dont l'Angleterre est l'exemple-type et dont nous souffrons également. Système où le capitalisme brimé et paralysé est inefficace sans avoir pour cela disparu et où le socialisme ne s'exerce que dans les domaines où il dévore la substance nationale, crée des déficits, sans apporter de profit à la collectivité.

L'Etat anglais verse 246 milliards de subventions à son agriculture, mais comme il y a encore de grands domaines, le gros fermier, bien que les produits agricoles se vendent chers, n'a aucun avantage à produire parce qu'au-delà d'un certain profit, le fisc lui prend 95 pour cent de son revenu. Ne voulant pas passer pour un profiteuse — sans en être le bénéficiaire — un propriétaire de 200 hectares n'en tire que le rendement de cent.

Le petit et moyen fermier, obtient grâce aux subventions de sa terre une rente assurée qu'il n'a pas intérêt à accroître car il risquerait de faire baisser les prix ou de voir réduire les dites subventions. La terre est devenue un placement-or à revenu fixe et son prix a augmenté de 500 à 1.000 pour cent depuis l'avant-guerre. Et l'on assiste à ce paradoxe qu'en regard des 246 milliards de subventions agricoles l'Angleterre n'en consacre que 147 aux achats de vivre à l'extérieur. L'énorme charge budgétaire qui en résulte, au lieu de stimuler la production maintient un prix de revient élevé pour un accroissement de produits peu considérable. C'est pourquoi certains socialistes extrémistes réclament non sans logique une meilleure répartition de la terre et un abaissement des prix qui obligerait les agriculteurs à un plus grand effort et soulageraient le contribuable.